

Espagne-Maroc, regards croisés : oublions le passé et parlons d'avenir

Causes et conséquences des présumées mauvaises perceptions réciproques entre les deux pays.

Domingo del Pino

Gouvernements, hommes politiques, chefs d'entreprises, banquiers, intellectuels, arabisants, hispanistes, académiciens et journalistes se plaignent souvent de l'influence négative des mauvaises perceptions mutuelles sur les relations hispano-marocaines. Ils font référence au traitement réservé par les médias aux épisodes et aux conflits qui jonchent ces relations. Ce reproche est tellement réitératif que cela vaut la peine de tenter d'éclaircir le jour sous lequel nous nous voyons, l'origine de ces présumées mauvaises perceptions et leur véritable influence sur les relations bilatérales.

Première observation : il est surprenant de constater l'insistance, qui dans le cas des marocains semble être quelquefois une obsession, pour considérer comme un cas d'étude séparé le caractère de ces regards croisés entre l'Espagne et le Maroc. L'idée peut paraître exagérée, puisque tous les pays sont soucieux de leur image à l'étranger et que celle-ci fait partie des objectifs globaux de toute politique extérieure. Le Maroc lui-même vient de créer un institut chargé d'améliorer l'image du pays.

Le rôle des médias

Deuxième observation : l'appréciation des perceptions mutuelles à travers les médias est un faux débat. Au Maroc, les médias ne sont pas de libres créateurs d'images : ils constituent la « batterie journalistique de combat » du pouvoir, dont l'activité quotidienne consiste à garantir l'unanimité sur toutes les questions considérées comme sacrées, à savoir la primauté et le centralisme de la monarchie, et les revendications territoriales.

Troisième observation : on apprécie fréquemment la qualité de l'idée que les autres se font de nous en fonction de la perception que nous aimerions qu'ils aient.

Les espagnols aimeraient que l'on juge l'Espagne comme un pays moderne, démocratique, développé, d'un certain poids en Europe et dans le monde, moyennement riche et pluriel, mais cela n'est pas le cas au Maroc. Les marocains aimeraient que nous ayons des égards révérentiels envers leurs institutions, que nous les croyions quand ils disent qu'ils avancent vers la démocratie et le progrès, que nous soutenions leurs ambitions territoria-

les, leurs points de vue dans les conflits d'intérêt qui nous opposent, et cela n'est pas non plus le cas en Espagne.

Il existe d'autres raisons plus simples pour ne pas considérer les médias marocains comme des créateurs d'opinion sur l'Espagne : la moitié de la population marocaine est analphabète et ne lit pas les journaux ; n'importe quel grand journal espagnol a plus de lecteurs que tous les journaux marocains réunis ; les journaux sont dans leur grande majorité gouvernementaux ou pro-gouvernementaux aux mains de partis politiques. Quant aux médias audiovisuels, leur audience succombe chaque jour devant l'offre variée de radios et de télévisions étrangères par satellite.

Une enquête réalisée par le Syndicat national de la presse marocaine, avec la collaboration de l'institut Friedrich Ebert, à la fin des années quatre-vingt-dix, fournissait d'autres données surprenantes : 80 % des journalistes marocains font de l'opinion ; sept articles sur 10 subissent des modifications par des personnes autres que l'auteur avant d'être publiés ; et 41 % des journalistes fondent leurs sources d'information sur d'autres journaux.

Les médias et les journalistes espagnols évoluent dans un environnement politique et juridique différent de celui de leurs homologues marocains, mais il est évident que l'information sur le Maroc constitue une part réduite, et en aucune façon habituelle, du menu informatif quotidien des médias. Les interviews ou articles d'hommes et de femmes marocains importants publiés par la presse espagnole – fait qui ne se produit jamais dans le sens inverse – compense le manque d'information, mais ne permet que de se faire une idée fragmentée du pays voisin. L'abondance de livres, thèses doctorales, opuscules et analyses sur le Maroc, réduit cette carence.

En règle générale, nous pouvons prétendre que nous sommes mieux informés sur le Maroc que les marocains sur l'Espagne, et surtout que notre information est plus plurielle et diversifiée.

L'intérêt que chaque pays éprouve vis-à-vis de l'autre peut dans une certaine mesure se refléter à travers le nombre de correspondants de radio, de télévision et de presse détachés dans chacun d'eux. Le seul média marocain représenté en Espagne est l'agence officielle d'informa-

tion MAP. En revanche, pratiquement tous les grands journaux espagnols ont eu, ou ont encore, un correspondant au Maroc, de même que l'agence Efe. Si les télévisions espagnoles ne sont pas présentes, c'est en raison de leur difficulté à y travailler librement.

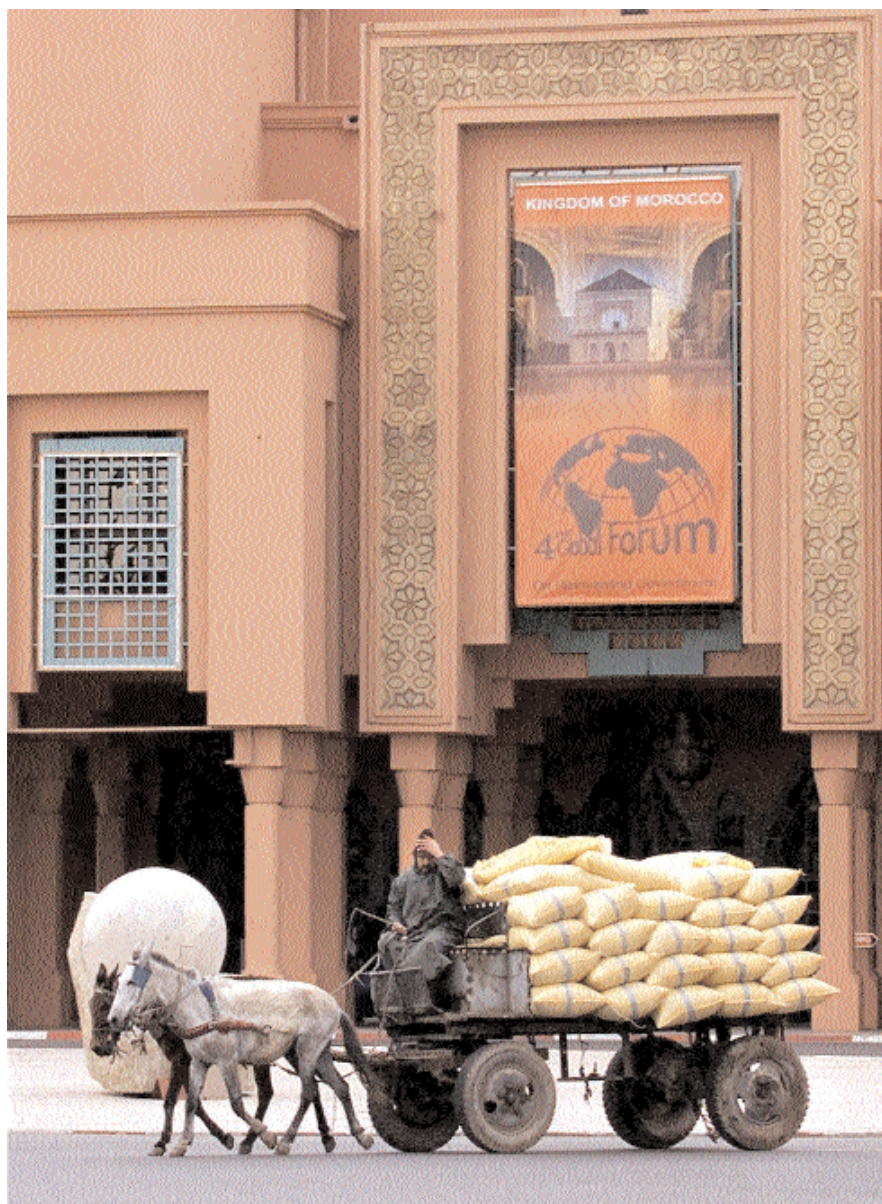
Le déploiement de médias espagnols au Maroc, si l'on en juge par ce qu'ils publient, ne témoigne pourtant pas d'un intérêt particulier pour le pays, mais seulement pour les constants conflits bilatéraux. Tous les correspondants espagnols au Maroc ont quelquefois été déçus par la faible utilisation de leur présence sur le terrain par les médias, pour deux raisons liées entre elles : le manque d'intérêt que suscite l'information sur le Maroc et la difficulté à obtenir des informations importantes dans le pays.

Prétendre que la presse marocaine reflète l'opinion des marocains sur l'Espagne est aussi aventureux que de croire que le Journal Officiel de l'Etat exprime celle des espagnols sur le Maroc. Les médias marocains, les rares fois où ils parlent de l'Espagne, n'expriment que ce que le pouvoir veut que sa classe politique pense d'elle. Telle est la « préparation combative » unanime dans laquelle le régime marocain maintient ses médias vis-à-vis de l'Espagne.

C'est pour cette raison que les perceptions de l'Espagne, souvent présentées avec un lexique conjugal « d'amour » et « de haine », de « divorce » et de « lune de miel », et de disputes fraternelles, semblent-elles contradictoires et fluctuantes. En définitive, le drame aigri de ce voisinage n'est mis en scène que par les milieux journalistiques et intellectuels, et par l'élite politique. Le commun des mortels, l'immense majorité des espagnols et des marocains, dort tranquille, dans une ignorance pratiquement parfaite de l'autre. Cependant, les perceptions négatives existent et sont profondes. Elles semblent inscrites dans nos gènes. Comme si, d'un côté et de l'autre de la Méditerranée, nous naissons avec elles. Aussi, si la presse n'en est pas responsable, d'où viennent-elles ?

Un passé intense et conflictuel

L'Espagne et les espagnols n'ont eu de relation historique, passé et présente, avec ses autres voisins aussi intense et conflictuelle que celle avec le Maroc. Le professeur Abdelali al Ouazani semble avoir raison quand il écrit (*Al Manahil*, n° 22, janvier 1981) que « Ferdinand et Isabelle ont fait erreur s'ils croyaient qu'il était possible de nous arracher de la moelle de l'Espagne et de ses chimères ». Il est difficile de trouver une pé-



En décembre 2002, le Maroc a accueilli le IVe Forum Global, organisé par l'ONU, au cours duquel ont été débattus les moyens visant à favoriser la démocratisation et le développement économique par la coopération internationale. / AP RADIALPRESS

riode de l'histoire de l'Espagne, qu'elle soit éloignée, proche ou présente, dans laquelle ce que l'homme politique libéral Gabriel Maura Gamazo avait dénommé au début du XXe siècle « la question du Maroc » n'ait pas accaparé une attention disproportionnée de l'Espagne. On pourrait également affirmer qu'il est impossible d'imaginer un quelconque scénario d'avenir sans compter sur l'essence conflictuelle de cette « question du Maroc ».

La perception de l'histoire ancienne d'Al-Andalus a divisé les espagnols en partisans des théories d'Américo Castro ou de celles de Sánchez Albornoz. Pour les ma-

rocaïns, et surtout pour ceux du Nord, en majorité berbère, Al-Andalus évoque un passé glorieux, leur grand apport à l'histoire de l'humanité et en quelque sorte leur paradis perdu. Leur cordon ombilical les unissait à l'Espagne, mais il a été coupé.

Pour ces berbères du nord, Al-Andalus fut bien plus qu'une simple page d'histoire : il fut une épopée et un projet vital. Al Ouazani lui-même rappelle l'importance de la conquête : « Quand nous nous rendîmes en Espagne, cela n'était pas en réponse à une invitation, ni pour faire du tourisme ou changer de climat (...). Nous sommes allés pour nous établir et y résider pour toujours ».

Les espagnols voient ce passé sous un angle différent. Malgré l'importance – presque huit siècles – de domination musulmane, l'histoire de l'Espagne ne commence ni se termine avec Al-Andalus. Nous avons commencé comme une partie de Rome, à laquelle nous avons donné des hommes illustres et même des empereurs. C'est après 1492 que commença à son tour notre propre épopée : quatre siècles d'expérience espagnole germinale américaine nous ont laissé un héritage de plus de 20 nations avec lesquelles nous partageons langue, culture, gènes et visions d'avenir. Depuis le dernier tiers du XXe siècle, avec l'adhésion à la Communauté européenne, nous faisons en outre partie d'un projet politique et humain différent de celui du monde arabe-islamique et du Maroc.

Le protectorat

L'histoire moderne, le protectorat, divise à son tour la perception de l'Espagne par les marocains et différencie celle des rifains, djebalis et populations du nord en général qui subirent notre « protection », de celle du reste du pays, qui subit celle de la France. La plus grande sérénité des dialogues sociaux et politiques avec les marocains du sud peut provenir de ce fait essentiel.

Cette histoire moderne est également la source d'une irritation qui divise les espagnols à cause du Maroc à la suite de faits essentiels : la chute de la monarchie en 1931, due à la « question du Maroc » ; l'histoire de l'Espagne qui aurait pu prendre une autre orientation si la République avait reçu en 1936 l'appui du nationalisme marocain ; et les synergies du franquisme avec ce nationalisme puis ensuite avec le roi Hassan II, qui scindèrent les espagnols. Les conflits territoriaux différés – Tarfaya (1958), Sidi Ifni (1969) et Sahara occidental (1975) –, tous résolus par l'emploi de la force et de l'opportunisme politique, ont fini par faire converger vers une perception négative du Maroc, bien que pour des raisons différentes, aussi bien les militaires que les civils. Environ jusqu'aux élections marocaines avortées de 1963, lorsque les tentatives de modernisation et de démocratisation au Maroc étaient plus visibles qu'aujourd'hui, la coopération entre la gauche espagnole et les démocrates marocains y compris sur un point aussi controversé que Ceuta et Melilla, était relativement

importante. Le soutien de la revendication de ces villes par le Maroc, même si l'on n'en partageait pas les fondements historiques, semblait alors, avec ou sans raison, un appui aux tentatives de démocratisation dans l'un et l'autre pays.

À l'heure actuelle, les espagnols sont conscients de l'écart existant avec le Maroc dans trois domaines fondamentaux : politique, économique et social. Les idéologies en tant que moteur des comportements humains étant disparues depuis longtemps, les théories du juriste hollandais Hugues Grotius sont à nouveau d'actualité dans les relations internationales.

Le philosophe espagnol Gustavo Bueno soutient que l'idée de l'Espagne est difficile à comprendre sans l'idée d'empire et que celle-ci à son tour ne peut être comprise sans l'idée de « mission » religieuse. En le paraphrasant nous pourrions dire que le Maroc ne s'entend pas non plus sans l'idée d'empire – l'empire chérifien – et que celui-ci à son tour repose sur la religion – la « commanderie » des croyants – et « l'allégeance » que les peuples des « limes » de l'empire rendaient au sultan, le plus haut chef religieux et politique, au nom duquel on appelait à la prière du vendredi, jusque dans des lieux aussi reculés que Tombouctou.

Allal el Fassi et les nationalistes marocains fixeront plus tard des frontières à cet empire de la prière du vendredi, ce qui donnera lieu à un énorme contentieux territorial, en partie résolu en partie latent, non seulement contre l'Espagne mais contre tous les voisins du Maroc. Les traités qui l'ont résolu, tout au moins dans le cas espagnol, ont été fréquemment interprétés de façon unilatérale par le Maroc. Les cas les plus aérés dans la presse espagnole furent les laborieuses compensations pour les terres de colonisation nationalisées en vertu des décrets de marocanisation, et les accords de pêche annexes aux accords tripartites de 1975.

Les raisons du différend

Deux contentieux territoriaux, celui du Sahara occidental et celui que le Maroc maintient en veilleuse contre l'Espagne à propos de Ceuta et Melilla, se trouvent en toile de fond de la plupart des désaccords modernes. Dans le passé, le Maroc avait suggéré la pertinence pour les espagnols de soutenir sa revendication sur le Sahara occidental afin d'éviter la transformation, par le Front Polisario féodalisé par l'Algérie socialiste, de ce territoire en une base communiste, ce qui serait fatal pour l'Espagne et pour les îles Canaries. Aujourd'hui, dans un tout autre contexte international et régional, il souligne la convenance de sa souveraineté sur le territoire afin d'éviter que celui-ci ne devienne un Etat intégriste, une base pour Osama ben Laden, et ne contamine ainsi l'archipel canarien.

On peut opposer à ses arguments que les attentats du 16 mai 2003 c'est à Casablanca qu'ils ont eu lieu ; qu'un parti islamiste est déjà la principale force d'opposition

dans le Parlement marocain, et que d'éventuelles élections, totalement libres, et sans restriction pour aucun parti, pourraient se traduire par l'arrivée au pouvoir des islamistes par des voies légales. L'actualité et l'influence que maintient contre toute logique la controverse existentielle et historique entre les espagnols et les marocains du Nord, peut être expliquée par ce que disait un professeur égyptien dans les années quatre-vingt-dix à propos de l'actualité avec laquelle les islamistes égyptiens vivaient le message original coranique : le « manque de sens chronologique de l'histoire des arabes ».

Ce sont les légitimes conflits d'intérêts qui dans le monde moderne sont à la base des perceptions entre pays. La pêche, la concurrence entre les agricultures respectives, l'immigration illégale ou l'intégration des immigrés arrivés dans le cadre de conventions, l'existence de grands espaces tangentiels maritimes et terrestres d'importance stratégique militaire, économique et de sécurité en Afrique du Nord, en Méditerranée et dans l'Atlantique, telles devraient être les affaires sur lesquelles focaliser toute l'attention et collaboration.

Les espagnols ont aujourd'hui l'intuition d'une menace potentielle pour leur sécurité dans l'évolution d'un certain islamisme radical en terrorisme, et le caractère contaminant des mafias criminelles des espaces marocains contigus. La forte résistance à la démocratisation et au changement des classes traditionalistes du Maroc, la pression démographique, les écarts de revenus avec l'Europe et l'Espagne, la faible mobilité sociale, économique et politique des élites, la voracité économique du makhzen dans leur ensemble suggèrent la possibilité d'une menace contre la stabilité du régime marocain, et constituent la dernière inconnue d'une équation complexe.

La prédominance au Maroc du nationalisme irrédentiste – élevé à la catégorie de sacré – sur n'importe quelle autre approche de politique intérieure ou extérieure, permet au régime, au gouvernement, aux partis politiques et aux médias de présenter un flanc unanime que n'a jamais obtenu, et n'obtiendra jamais, l'Espagne dans ses confrontations – ni même dans ses relations normales – avec le Maroc.

Dans ces scénarios marocains tellement intervenus, l'intensité du conflit dans chaque occasion, les perceptions marocaines ou pour être plus précis leur utilisation par le régime et le gouvernement du Maroc dans ses relations avec l'Espagne, présente une structure variable qui autorise à parler de « perceptions de combat » en temps de crise, et de perceptions de « préparation combative » en temps normal.

Toute personne ayant vécu au Maroc pendant longtemps, qu'elle soit travailleur, chef d'entreprise, journaliste, diplomate et même touriste, sait que cette insatisfaction quelques fois vindicative, intellectuelle, n'est pas transposable au peuple marocain, qui est toujours accueillant,

hospitalier et complaisant. Quoi qu'il en soit, l'Espagne est intuitivement plus familière aux élites marocaines que d'autres pays. Peut-être est-ce la raison pour laquelle, au Maroc, on affiche son statut social et économique par la possession d'un appartement dans le seizième arrondissement de Paris et d'une villa à Marbella et pour ceux qui sont plus fortunés, d'un appartement à New York aussi.

Un demi siècle après l'indépendance du Maroc, et cinq siècles après l'expérience d'Al-Andalus, il est grand temps d'envisager d'avoir des relations normales, sur la base des préoccupations modernes des Etats et des gouvernements: la création et la distribution des richesses et – ce qui est une condition pour y parvenir – la liberté et la démocratie.

Il est temps que les espagnols et les peuples du Maghreb – y compris les propres marocains qui voient leur évolution politique et économique freinés par le fait que tous les efforts sont focalisés depuis l'indépendance de

1956 sur les conflits territoriaux – sachent quand est-ce que le Maroc se considérera satisfait de sa carte géographique.

Une fois de plus, il faut rappeler que cela n'est pas la race, la religion, ni les différences raisonnables, qui suscitent un rejet chez les espagnols, mais la pauvreté et la marginalisation que les régimes du Maghreb ne semblent pas savoir solutionner. L'immigration illégale et la prévision d'un possible et important métissage dans un avenir proche, comme celui que suggérait à la fin du mois de janvier dernier une étude

de la Fondation des Caisses d'Epargne, éveillent des inquiétudes en Espagne. La prévision du rapport d'un 27 % de population espagnole immigré à l'horizon 2015, dans le cas de Ceuta et Melilla, appartient déjà au passé.

Pour l'Espagne – comme pour le reste de l'Europe – qui n'est pas un pays en formation comme c'était le cas des USA au XVII^e et au XVIII^e, une modification aussi radicale de la structure de sa population équivaldrait à un véritable peuplement. D'importants changements politiques, économiques, sociaux et culturels devront être mis en œuvre pour intégrer cette perspective qu'il conviendrait, comme tout avenir incontournable, de commencer à préparer en éliminant, dans le cas l'Espagne, une certaine allergie à s'installer conceptuellement sur le long terme.

L'avenir c'est la volonté des intéressés qui le façonne. Les sociétés et peuples espagnol et marocain n'ont aucun problème insurmontable entre eux, même en termes de perceptions. Ce sont les gouvernements, les hommes politiques et les élites qui devront faire preuve d'une volonté suffisante pour amorcer le virage hégélien que les deux pays méritent. Pour cela, les marocains devraient comprendre une fois pour toutes que l'époque d'Isabelle la Catholique est bel et bien révolue et accepter ce que nous sommes, et où nous sommes; les espagnols quant à eux devraient comprendre que nous ne pouvons pas perdre le temps à ressasser le passé, et que nous devons faire face aux problèmes à venir. ■

En Espagne, des changements culturels sont nécessaires pour affronter le métissage